

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Immigrés : le foyer de résistance de Garges

Défendre
l'Humanité
rouge
quotidienne

NOUS avons annoncé que la parution du quotidien cesserait le 22 juin. Nous l'avons prolongée de quelques jours malgré les difficultés financières. Ne fallait-il pas faire tout ce qui est en notre pouvoir pour contribuer à la solidarité à l'unité de la classe ouvrière face à l'offensive du pouvoir contre les travailleurs immigrés ! Nous voilà contraints cependant d'en arrêter la parution jusqu'au 10 septembre.

L'objectif est de le ressortir à la rentrée sous réserve du bilan d'un an examiné par notre comité central conformément au vœu exprimé par la conférence nationale sur la presse. Dans ce bilan, bien entendu, seront prises en considération les questions financières. Mais faisons le point sur la souscription à laquelle vous avez tous consacré de grands efforts après l'appel solennel lancé dans l'édition datée des 19 et 20 mai 1979 par notre secrétaire général Jacques Jurquet et André Druenne. En un mois près de 20 millions ont été rassemblés et le 27, le montant de la souscription atteignait 27 millions. C'est une somme considérable mais les 40 millions nécessaires pour gagner la bataille ne seront malgré tout pas rassemblés avant la fin juin. La bataille est-elle perdue pour autant ? Nous ne le pensons pas. Notre appel a été entendu, la mobilisation est largement engagée la victoire est possible si la bataille financière est poursuivie pendant les mois d'été.

Bien sûr, nous savons que cela représente des sacrifices pour nos lecteurs touchés au même titre que les autres travailleurs dans leur pouvoir d'achat, dans leur emploi par le patronat et le gouvernement qui sert ses intérêts. Mais camarades, la lutte contre ces possédants, contre les requins de la finance, n'est-elle pas, au plan national, la raison même d'être de notre quotidien. C'est une arme irremplaçable au service de la lutte des travailleurs, un organisateur collectif en même temps que la tribune du parti marxiste-léniniste. C'est en cela que réside l'importante signification politique de l'appel « Mobilisation générale pour sauver notre quotidien ». Cet appel, nous sommes sûrs que vous serez nombreux à continuer à y répondre, à défendre l'Humanité rouge, le quotidien de classe, pour qu'il continue à servir les intérêts du prolétariat.

Jean QUERCY



Voir pages 4 et 5

(Photo HR)

Contre les fermetures de foyers de résidents immigrés **SOLIDARITE**

LE gouvernement et le patronat ont décidé l'expulsion de centaines de milliers de travailleurs immigrés au cours des mois à venir. Le parlement a été chargé dans ce but de mettre au point une loi véritablement scélérate et odieuse sur les conditions d'existence en France de ces travailleurs.

La Sonacotra, le ministre de la justice et le ministre de l'intérieur viennent de passer aux actes : en recourant à la violence des forces de répression, ils ont fermé des foyers où vivaient plusieurs centaines de travailleurs immigrés. A Garges-lès-Gonesse, à Vitry-sur-Orne et dans la région de Forbach dès aujourd'hui, dans toute la France demain, ces ouvriers sont obligés de vivre dans des conditions les plus inhumaines et les plus indignes : sous des tentes, sans moyen pour faire leur cuisine ou leur toilette, dans des conditions d'hygiène intolérables. De la sorte, le gouvernement et le patronat prennent la responsabilité de provoquer le développement de bidonvilles tout en préparant des centaines de milliers d'expulsions arbitraires.

Les travailleurs immigrés ont les mêmes droits que les travailleurs français à l'emploi, au logement, à la santé, à la dignité de leur personne.

Si la classe ouvrière de France ne se mobilisait pas rapidement et activement pour soutenir leurs justes droits, en exigeant leur réintégration dans les foyers de résidents et l'abrogation de la loi sur l'immigration, elle se trouverait alors dans son ensemble, à brève échéance, victime de mesures réactionnaires s'opposant à toutes ses grèves, à toutes ses revendications.

Ouvriers français et de toutes les nationalités, le Parti communiste marxiste-léniniste vous appelle à vous

mobiliser sans attendre pour apporter le soutien indispensable à nos frères les travailleurs immigrés. Dans les syndicats, CGT, CFDT, FEN, dans vos partis politiques respectifs : Parti socialiste, Parti communiste français, etc., agissez pour l'essor d'un large mouvement de masse et de classe en faveur des travailleurs immigrés.

Répondez activement à tous les appels du Comité de coordination des foyers en lutte :

Du travail pour tous !

Des logements pour tous avec des loyers accessibles et des conditions d'existence normales !

Travailleurs Français-immigrés, une seule classe ouvrière !

Le secrétariat du Comité central
du Parti communiste marxiste-léniniste
Le 26 juin 1979

Manifestation le jeudi 28

Dernière minute : Répondez tous à l'appel du Comité de coordination des foyers en lutte qui invite à une réunion de toutes les associations de travailleurs immigrés et toutes les sections syndicales, unions locales, unions professionnelles, etc. qui veulent se mobiliser pour préparer la riposte commune.

Jeudi 28 juin, rendez-vous à 19 heures devant la mairie de Garges-lès-Gonesse (95).

INTERVIEW

Joan Baez dénonce le Vietnam d'aujourd'hui



Le 30 mai dernier, paraissait aux USA un appel public en faveur des réfugiés vietnamiens, condamnant les violations des droits de l'homme au Vietnam. Fait particulier, cet appel était signé de personnalités américaines, ayant toutes combattu la politique américaine d'agression au Vietnam.

Au premier rang de ces signatures, celle de Joan Baez. Dans une interview qu'elle a donnée au journal de nos camarades américains, *The Call*, elle explique la signification de ce nouvel engagement.

THE CALL : Quelles ont été les réactions aux appels publiés dans les journaux du 30 mai ou vous, ainsi que d'autres personnes, dénoncez les violations des droits de l'homme au Vietnam ?

— Joan BAEZ : A notre bureau d'Humanitas, notre association, nous avons déjà reçu des milliers de lettres, dont la grande majorité appuie notre action. Il y en a eu quelques unes pour nous insulter, mais il fallait s'y attendre (...).

Pour moi, ça a été très dur de faire cette déclaration, mais je ne le regrette pas. Nous nous sommes engagés, non pas à la légère mais avec une absolue certitude, avec à notre disposition des faits et des preuves et c'est pour cela que nous l'avons fait.

THE CALL : Quelles sont exactement les principales formes de violation des droits que vous critiquez au Vietnam et sur lesquels vous voulez attirer l'attention ?

— Joan BAEZ : Il faut remonter quelques mois en arrière, quand deux jeunes vietnamiens vinrent me voir.

L'un d'eux s'était échappé sur un bateau, l'autre avait pu sortir normalement. Tous deux avaient été emprisonnés sous l'actuel gouvernement et l'un d'eux avait déjà été emprisonné sous le régime de Thieu.

Le tableau qu'ils me brossèrent était celui d'un pouvoir hautement répressif qui n'accepte, de la part du peuple, aucune critique à son égard. Evidemment on peut toujours émouvoir les gens avec ce genre d'histoires. Mais, à côté, il fallait faire de véritables recherches. C'est pourquoi nous nous sommes mis à étudier toutes sortes de nouvelles sources d'information, tout ce qui

des deux hommes qui sont venus chez moi et c'est contre lui que toutes les attaques ont été dirigées.

Quand nous avons entendu parler de ces rumeurs, toutes en propension de publications telles que le *People's World*, qui je crois n'est pas digne de foi, nous avons fait des recherches et le jeune vietnamien en est sorti blanc comme neige.

Evidemment, nous avons beaucoup d'autres sources. Par exemple il y a le docteur Ninh, un homme discret qui ne s'intéresse pas à la politique. Lui, tout simplement, il ne pouvait plus rester au Vietnam. Il a été enfermé dans un camp durant vingt-sept mois sans jamais vraiment savoir pourquoi.

Quand il est sorti, il n'a pas pu supporter la répression. Il travaillait dans un hôpital où il ne pouvait rien faire si ce n'est voir mourir les enfants car toute la médecine est réservée aux « officiels » de haut rang. Il n'avait plus qu'à partir et il a pris le bateau avec sa femme et trois enfants. Son unique petit garçon est mort six jours avant d'arriver à destination.

THE CALL : Vos déclarations publiques ont fait le point sur la situation interne au Vietnam. Que pensez-vous du rôle international du Vietnam et plus particulièrement de l'invasion du Cambodge et de ce qu'il est en train de faire au Laos ?

— Joan BAEZ : Ce que j'ai lu de plus lucide sur l'invasion au Cambodge est de I. F. Stone qui a dit : « Regardez, c'est un impérialisme. Le Cambodge est au Vietnam ce que le Vietnam a été aux Etats-Unis. Ils sont en train de l'enlever et ils n'ont aucun droit de le faire. Que se passe-t-il donc ? Pourquoi les gens ne voient-ils pas

Le gouvernement norvégien gèle son aide au Vietnam

Le gouvernement norvégien vient de décider de geler son aide au Vietnam, en raison du trafic que fait celui-ci des réfugiés et qui lui a déjà rapporté beaucoup plus de devises que l'ensemble de toutes ses autres exportations. En annonçant cette décision, le ministre norvégien des affaires étrangères a précisé qu'une importante partie de cette aide serait affectée à l'aide internationale aux réfugiés du Sud-Est asiatique.

les choses telles qu'elles sont ? » ?

THE CALL : Voyez-vous une certaine incohérence entre ce que vous faites aujourd'hui et ce que vous avez fait dans le passé contre la guerre d'Indochine ?

— Joan BAEZ : Je ne vois là aucune incohérence. Je suis pacifiste. Je suis contre toutes les guerres quelles qu'elles soient. Je suis non-violente comme Ghandi. Je suis contre toute violence. Durant les années 1960, ce sont les Etats-Unis qui ont martyrisé le Vietnam.

Nous étions vraiment là pour lutter contre et plus que personne d'autre. Et alors, la majeure partie de mes activités était dirigée contre notre gouvernement. Et naturellement, on m'accusait d'être communiste.

Quand je vois maintenant que le gouvernement du Vietnam est en train de faire la même chose, à quelques nuances près, et quand maintenant j'attaque ce gouvernement de la même manière que j'ai attaqué dans le passé le gouvernement américain, certaines personnes pensent que c'est moi qui ai changé. Mais je n'ai pas changé.

Certaines personnes de gauche sont en furie contre moi et exigent de savoir pourquoi j'ai attaqué le Vietnam. Mais au cours de ces six dernières années, j'ai aussi dénoncé le Chili, l'Ouganda, la Grèce, la Tunisie, l'URSS et les Etats-Unis au cours de concerts publics et par des lettres de protestation. Je suis également contre la peine de mort dans ce pays (les USA) et c'est un point sur lequel je veux être très active.

1960 : Une Américaine contre la guerre du Vietnam

DANS les années 1960, alors que l'impérialisme américain déchaîne sa guerre d'agression sur le Vietnam, Joan Baez est une des toutes premières inspiratrices du mouvement contre la guerre. Avec Bob Dylan, elle jouera, de par ses chansons et ses tournées, un rôle très important dans la prise de conscience de la jeunesse américaine, de la véritable nature de l'agression yankee au Vietnam. Son action se poursuit dans les années 1970, lorsque son mari est emprisonné pour avoir refusé de faire son service militaire au Vietnam sous l'uniforme américain.

C'est en particulier le moment du festival de Woodstock où elle et Jimmy Hendrix s'illustrèrent par la violence de leurs attaques contre la politique américaine d'agression au Vietnam. Ce passé d'un rare courage dans une Amérique qui n'était pas particulièrement tolérante donne d'autant plus de poids aux mots que prononce aujourd'hui Joan Baez.

13 000 soldats vietnamiens avancent vers la frontière

Inquiétudes en Thaïlande

LA situation reste extrêmement tendue à la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande dont les forces armées ont été placées en état d'alerte depuis jeudi dernier. Une forte concentration de troupes et de blindés vietnamiens a en effet été signalée, se rapprochant de la frontière thaïlandaise. On n'exclut pas que les Vietnamiens soient tentés de pénétrer en territoire thaïlandais sous le prétexte de « poursuivre » les maquisards cambodgiens qui peuvent parfois y trouver refuge.

« Nous n'accepterons aucune invasion, ni aucune violation de notre souveraineté » a dit le premier ministre thaïlandais à la suite d'une réunion convoquée d'urgence du conseil d'état-major. Des incidents de frontiè-

re ont déjà eu lieu la semaine dernière quand une patrouille vietnamienne a tenté de pénétrer en territoire thaïlandais dans la province de Prachinburi. Il a fallu l'intervention de l'artillerie thaïlandaise pour repousser l'incursion jusqu'à la frontière cambodgienne. Les responsables militaires thaïlandais ne cachent pas cependant qu'ils leur seraient extrêmement difficile de contenir une agression vietnamienne de grande envergure, étant donné le très net déséquilibre des rapports de force entre les deux armées.

Le gouvernement malais s'est également estimé concerné par le développement de la situation à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge. « La Malaisie est prête à défendre sa souveraineté le cas échéant », a-t-il également déclaré.

Réunion de l'OPEP à Genève

La crise, c'est pas la faute au pétrole

REUNIS depuis mardi à Genève, les treize pays producteurs de pétrole, organisés au sein de l'OPEP, doivent fixer un nouveau prix pour le brut qu'ils exportent. Ce prix pourrait être fixé autour de vingt dollars le

baril, qui correspond au cours moyen actuel se négocie le brut actuellement. Mais rien n'est encore fait.

Le dernier ajustement de prix pratiqué par l'OPEP remonte au mois de mars dernier. A cette époque, le prix plancher de référence fut fixé à 14,5 dollars le baril. Les consommateurs occidentaux se réjouissaient presque d'une facture aussi faible. En fait, la situation du marché sur lequel l'offre pétrolière est inférieure à la demande des consommateurs et surtout la spéculation à la hausse délibérée des USA et de leurs trusts pétroliers ont contribué à une augmentation réelle plus forte du brut. Seule l'Arabie saoudite (premier exportateur mondial) a maintenu ses ventes autour du prix de 14,5

dollars. La négociation de Genève a donc comme enjeu la nouvelle définition d'un prix de référence unique pour tous les producteurs. L'Arabie Saoudite souhaitant le maintenir au-dessous de vingt dollars tandis que la plupart des pays membres souhaiterait l'amener à ce niveau, sinon plus haut.

Bien entendu, ces discussions sur le prix OPEP recouvrent une question de fond, celle d'une politique commune des producteurs.

leur permettant de maîtriser au mieux le marché pétrolier, soumis à toutes sortes de pressions occidentales et en premier lieu à celles des Etats-Unis. Ajoutons que le différend entre pays producteurs du tiers monde et pays consommateurs occidentaux (impérialistes) ne porte pas seulement sur le prix mais aussi — et c'est lié — sur le volume du brut produit.

Les pays consommateurs voudraient voir couler le pétrole au gré de leur boulimie énergétique. Tandis que les producteurs refusent de le dilapider et exigent des programmes rigoureux d'économie.

Quoiqu'il en soit, un substantiel réajustement du prix du brut va intervenir dans les jours qui viennent. A cette occasion, on peut s'attendre à un déchaînement de propagande anti-arabe, anti-OPEP, analogue à celui de 1973. Les pays producteurs seront à nouveau accusés d'être à l'origine de la crise des économies occidentales, de les prendre à la gorge. N'entend-on pas d'ores et déjà des bruits de bottes et des menaces d'intervention si... ?

Il est donc tout à fait nécessaire de rappeler certains faits qui viennent ruiner cette propagande impérialiste. Le pétrole serait cause de l'inflation et de la hausse des prix ? C'est faux. Jusqu'à présent, on a subi en France des taux annuels de hausse des prix autour des 10 %. La part imputable au pétrole n'a pas excédé 0,6 à 0,7 %. Quant aux augmentations de 20, 50, 70 % des loyers qui vont intervenir dès lundi, il est clair qu'elles n'ont rien à voir avec la hausse du pétrole.

Faut-il rappeler que dans le prix des produits pétroliers raffinés, vendus en France, la part revenant aux producteurs est passée de 42,6 % en 1974 à 31,5 % en 1979, et que dans le même temps, la part de la fiscalité française passait de 37 % à 46 %.

La thèse « des producteurs responsables de la crise » est un faux tellement grossier que les patrons se gardent bien de l'utiliser dans les analyses qu'ils produisent pour eux-mêmes. Le quotidien patronal Les Echos écrivait, mercredi, en développement d'un gros titre « Catastrophe » : « Mais le pétrole n'est pas seul en cause. Si la hausse brutale accroît le mal dont nous souffrons, elle ne le crée

pas ; son origine est beaucoup plus lointaine ». Cette cause, poursuit le journal, c'est « l'inflation ». Une inflation qui ne fait qu'exprimer la course échevelée aux profits capitalistes.

En définitive, les pays producteurs ne font que défendre leur pouvoir d'achat constamment rogné et remis en cause par les monopoles impérialistes. N'est-ce pas la même lutte que sont contraints de mener les travailleurs en France pour sauvegarder un pouvoir d'achat constamment rogné par les mêmes exploités. Et en France, les patrons ont l'habitude d'expliquer que c'est l'augmentation des salaires ouvriers qui fait monter les prix...

Pierre MARCEAU



Appel du comité de soutien au Front patriotique du Zimbabwe

La dernière semaine du mois de juin 1979 sera marquée par une série de manifestations à caractère culturel et politique qui se dérouleront simultanément en Afrique, aux USA, en Grande-Bretagne, en Hollande, dans la Caraïbe et en France.

Le but de ces manifestations organisées sous l'égide du « Pan Afrikan Mouvement » (Mouvement panafricainiste) avec l'accord du Front patriotique du Zimbabwe est de s'opposer à la reconnaissance éventuelle par les puissances occidentales (et les USA en particulier) de l'état illégal, antinational et impopulaire imposé au peuple en armes du Zimbabwe à la suite de la dernière mascarade électorale qui a porté au pouvoir Smith et sa marionnette, Muzerewa.

C'est dans ce cadre que le comité de soutien au Front patriotique du Zimbabwe appelle les patriotes africains, les organisations progressistes françaises et internationales, ainsi que tous les démocrates et les sympathisants du Mouvement de libération nationale en Afrique à s'associer massivement aux manifestations qu'il organise à Paris avec le soutien du Comité Zimbabwe, de ACRAA (Association culturelle pour le regroupement des Africains et des Antillais), du Comité antioutspan et du PCML, pour appuyer les mots d'ordre du Front patriotique du Zimbabwe :

- Non au gouvernement illégal Smith-Muzerewa !
- Pamberi, ne, chimurenga (En avant pour la révolution) !

26 juin, 18h 45, gare de l'Est

Des CRS arrêtent des diffuseurs de L.O.

LES militants de Lutte ouvrière diffusent un tract contre l'augmentation du coût de la vie depuis une heure avec une sono, quand une trentaine de CRS débarquent, casqués, lance-grenade à la main, et les entourent. Deux des militants sont arrêtés. Ce sont sous les cris de « CRS-SS » et de « Libérez nos camarades » que les CRS ont dû sortir de la gare, face aux travailleurs (environ trois cents regroupés spontanément) criant leur haine devant ces méthodes terroristes du pouvoir. Les deux militants ont été embarqués...

S.L.

PROCES DES NATIONALISTES CORSES

Les témoins et les faits

La neuvième audience a entendu les trois autres « témoins » de l'accusation : trois commissaires de police ! Ces derniers n'ont guère été bavards sur les plasticages de leurs amis barbouzes, qui se camouflent sous le sigle « Francia » pour faire croire qu'il s'agit d'une réelle organisation « de masse antiautonomiste ».

La veille, on a vu que la Cour de sûreté de l'Etat, faute de la moindre preuve pour quatre des inculpés, solidaires de leurs camarades, même s'ils peuvent avoir des avis différents sur certains points, a essayé de faire croire que deux d'entre eux sont des responsables du FLNC à Paris. Est-ce un crime que d'être solidaire de la lutte du peuple corse ? « On ne peut condamner quelqu'un au nom d'une participation intellectuelle (...), à moins d'inventer le crime de relations intellectuelles », a expliqué Maître Bredin. « Les délits d'opinion ne sont pas — que je sache — du ressort de la Cour de sûreté de l'Etat », a-t-il ajouté. Un premier témoin de la défense a été entendu. C'est

ce mercredi que la plupart d'entre eux — et ils sont nombreux — seront entendus. Plusieurs personnalités se sont placées de ce côté de la barricade. Citons : l'amiral Antoine Sanguinetti (membre du PS), Edmond Siméoni (leader de FUPC), Léo Michelli (ancien résistant et membre du PCF), Noël Bentegeac (ex-préfet de Haute-Corse), la chanteuse Patricia Poli, François de Casabianca, Félix Filippi, etc.

REPRESSION ET RIPOSTE

Dans la foulée des attentats du 15 juin à Ajaccio, ce sont dix personnes qui ont été arrêtées et inculpées. Sept viennent d'être transférées à Paris, les autres sont laissées en liberté provisoire. Le Comité anti répression révèle, dans un communiqué, que « les forces policières ont choisi précisément d'arrêter la veille de leur examen plusieurs jeunes Corses dont certains mineurs utilisant de faux prétextes pour les faire venir dans leurs locaux. Que s'est-il passé pendant les six jours de garde à vue ? Les parents des inter-

pellés, ont fait des constatations pour le moins étranges : alors que pendant plusieurs heures, leurs enfants avaient affirmé n'avoir rien à déclarer, brusquement, ils sont devenus très bavards... A la visite suivante, ils les ont trouvés dans un état anormalement euphorique... »

L'association A Riscossa fait également remarquer que « les policiers ont perquisitionné sans mandat ni commission rogatoire, laissé à portée de main des interpellés une bouteille d'alcool, voire administré

des calmants comme l'atteste une ordonnance en notre possession. »

La section corse du PCML vient de publier un dossier sur la situation en Corse dans le numéro en de son bulletin : « A voce di i travagliatori » (La Voix des travailleurs).

Plusieurs organisations politiques et syndicales appellent à MANIFESTER LE VENDREDI 29 JUIN A BASTIA. Elles exigent la libération immédiate des emprisonnés et la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat.



Interview d'un résident du foyer de Garges

« Les résidents maintiennent leurs revendications et exigent qu'elles soient l'objet d'une négociation »

SAINT-JEAN-DE-BOURNAY (ISERE)

Condamnation d'un délégué syndical immigré de l'usine Vivalp

EN 1977, était créée la section syndicale CFDT de l'usine Vivalp dans la foulée de la grève d'Orliac (Vivalp appartient au groupe Orliac). Dans une usine où il n'y avait pas de tradition de lutte, les conditions de cette implantation syndicale sont particulièrement difficiles.

Pendant les mois qui suivent, la direction multiplie les tentatives pour briser la section syndicale naissante, cherchant notamment à isoler le délégué syndical, un travailleur immigré d'origine tunisienne, particulièrement combatif. Les pressions se multiplient, en particulier les provocations racistes. Le délégué syndical et la section tiennent bon.

Le 8 mars 1978, un chef accuse sans preuve claire et sans témoin le délégué syndical CFDT de coups et blessures. Il est emmené à l'hôpital où il reste huit jours en observation.

Juin 1979 : l'affaire passe en jugement. Malgré des faits mal établis, à l'issue d'une audience où les arguments de la défense ne sont guère pris en compte, le tribunal de Vienne condamne le délégué syndical à une peine très lourde : trois mois de prison avec sursis, remboursement de la sécurité sociale (6 000 F).

La convergence de ce jugement avec les intérêts des patrons de Vivalp est éclatante. Premier point, une condamnation de ce type retire le mandat de délégué syndical. Deuxième point, elle permettra à Vivalp de licencier ce délégué syndical combatif. Troisième point, c'est enfin la menace très sérieuse d'expulsion facilitée par la loi Barre-Bonnet.

L'union locale CFDT de Vienne poursuit l'affaire en justice et fait appel de ce jugement. C'est à Grenoble en principe que l'affaire passera d'ici quelques mois. Il sera important de préparer la soutien d'ici là.

Premier point contre la répression antisyndicale, deuxième point contre le racisme, troisième point contre la loi Barre-Bonnet anti-immigrés. Trois raisons majeures de solidarité avec le camarade délégué syndical CFDT de Vivalp.

Correspondant

L'expulsion résulte d'une condamnation à la fermeture, du foyer le 1er. Nous étions passés au tribunal le 28 mars à Pontoise. Depuis le 1er Mai, des permanences sont organisées à l'intérieur du foyer ainsi qu'à l'extérieur. La police ne nous a pas attaqué le 1er mai. Elle a attendu qu'on se fatigue. Ils ont donc choisi la journée du 22 juin à 9 heures, heure où tous les résidents sont partis travailler. Il ne restait alors que trente résidents sur les deux cent cinquante et un. Parmi ceux qui ont été expulsés, neuf payaient leurs loyers. Toutes leurs affaires ont été embarquées en même temps que les nôtres. Suivant que l'on habitait aux étages pairs ou impairs, nos affaires ont été envoyées dans des foyers de Malakoff et d'Evry.

Le 22 juin à 9 heures, les trente résidents qui se trouvaient dans le foyer n'ont pas pu empêcher les CRS et la gendarmerie mobile d'entrer. Ces derniers ne se sont pas préoccupés de savoir s'il y avait des entrées ; ils ont cassé les vitres, enfoncé des portes et fenêtres pour investir le foyer. Les résidents présents ont tout de suite été encerclés par la police. Les flics nous ont demandé les clefs de nos chambres. Nous avons tenté de nous y opposer... Mais alors, ils nous ont mis les mains aux murs, nous ont frappé et fouillé les poches pour récupérer les clefs. Ils nous ont ensuite obligés à monter où étaient situées nos chambres. Nous avons dû céder. Ils nous ont séquestrés dans la chambre. Deux inspecteurs sont alors entrés et ils m'ont frappé. Puis ils sont partis, laissant à la porte six CRS qui nous traitaient de tous les noms. Ils nous disaient : « Jette-toi par la fenêtre, ou on te fusille ». Ça n'a pas été le cas d'autres CRS qui ont demandé à un résident : « Qu'est-ce que vous avez fait ? Pourquoi ils nous ont amené là pour vous expulser ? » Ceux-là étaient venus de Corse et étaient restés seu-

lement deux jours à Montmorency avant de venir nous expulser.

On m'a gardé dans ma chambre 2 h 30. On m'a dit de préparer mes affaires « Ramasse les affaires sinon on va les brûler ». J'ai préparé les affaires et les ai sorties dans le couloir. Deux CRS m'ont alors emmené par le bras et en me présentant à deux autres, ont dit : « Celui-ci, c'est un cas spécial ». Je pensais qu'ils n'allaient pas me lâcher. Finalement, on m'a fait rentrer dans le bureau du gérant. On m'a enfin lâché. Il y avait là un monsieur que je ne connais pas, un flic ou alors quelqu'un de la Sonacotra. Il m'a donné un papier sur lequel était écrit : « Vous restez redevable de 10 000 F » et des pous-sières. Sur ces 10 000 F la Sonacotra exige dans l'immédiat 4 000 F et 1 500 F tout de suite, pour pouvoir entrer dans un autre foyer. Nous ne sommes pas d'accord avec ces « retards à payer » car nous ne sommes pas responsables de ces retards. C'est la Sonacotra qui refuse de négocier avec nous et qui refuse de nous faire payer à un prix juste.

Les résidents maintiennent toujours leurs revendications et ils exigent toujours qu'elles soient l'objet d'une négociation. La Sonacotra et le gouvernement qui n'ont jamais accepté de négocier avec la Coordination ont choisi la force. Stoléru donne ordre aux juges de nous condamner. La Sonacotra a la police et l'armée à sa disposition. Ils ont donné le feu vert pour le coup de force. Ils pensent que nous allons nous disperser à gauche et à droite, que nous allons payer ce qu'ils demandent. Mais les résidents ont refusé et ils continueront à refuser cette intimidation et cette justice injuste. Nous sommes déterminés à rester sur le terrain vague devant notre foyer, face aux CRS et aux gendarmes mobiles.

Bien sûr, pour nous, c'est difficile de résister ici car nous sommes sur un terrain

humide où l'on ne dort pas, où l'on ne peut pas faire la cuisine, où les malades ne peuvent aller voir des médecins car il faut rester ici. Nous avons téléphoné à la Croix-rouge qui est venue mais les CRS l'ont empêchée d'accéder au terrain vague.

Nous avons appelé tous les résidents des foyers voisins, des cités, des travailleurs français à nous apporter leur soutien matériel.

Si les flics veulent nous

chasser, ils réussiront, car nous n'avons pas la force de faire face, mais s'ils nous chassent de ce terrain, nous occuperons d'autres objectifs jusqu'à ce que la Sonacotra décide de se mettre d'accord avec le Comité de coordination.

Les comités de résidents de Garges et la Coordination s'excusent auprès des voisins pour le bruit qu'ils sont amenés à faire.

Nous avons fait appel à la décision d'expulsion mais la Sonacotra nous a

expulsé avant que le jugement d'appel soit rendu c'est-à-dire avant le mercredi 27 juin.

Nous demandons à tous les travailleurs Français et résidents des autres foyers de venir nous soutenir.

Adresse du foyer : Foyer Sonacotra, 7, rue des Priouzes, Garges-lès-Gonesse, près de l'Hôtel-de-ville de la Dame-Blanche. Bus 250 B, Porte de la Chapelle, descendre au terminus.

FOYERS SONACOTRA FONTAINE D'OUICHE ET MISTRAL DE DIJON

La mobilisation se met sur pied pour le mois de juillet

LE 12 juin, les CRS évacuaient 77 résidents de deux foyers Sonacotra. Le foyer Fontaine-douche et le foyer Mistral. Au foyer Mistral, la résistance des résidents s'organisa immédiatement avec l'aide d'un collectif de soutien groupant vingt-deux organisations. Le soir même, une manifestation entraîna deux mille personnes dans les rues de Dijon et tous les résidents expulsés du foyer Mistral y retournaient, ils sont depuis hébergés par des camarades non-expulsés.

Depuis, la lutte n'a pas cessé et a pris des formes très diverses. C'est le harcèlement des autorités : préfecture, mairie, conseil général, conseil économique

régional qui ont, au moins en parole, jugé en l'affaire que la Sonacotra était dans son tort. Mais jusqu'à présent, ces prises de positions ont eu bien peu d'effets. C'est la garde toutes les nuits du foyer Mistral où se relaient des militants des organisations les plus combattives. C'est la campagne d'explication auprès de la population dijonnaise pour renforcer le mouvement de soutien aux camarades résidents du foyer Sonacotra et pour lutter contre les lois racistes. C'est l'organisation vendredi dernier, d'un sit-in devant la mairie.

Mardi 26 juin, plus de 1 500 Français et immigrés au coude à coude ont manifesté pendant plus de deux

heures et demie dans les rues de Dijon.

Au moment où nous partions en manifestation, le négociateur de la Sonacotra après un silence d'une semaine téléphonait de Metz où il était reparti accomplir là-bas sa sale besogne pour reprendre rendez-vous pour jeudi où de nouvelles négociations auront lieu.

La mobilisation ne tombe pas et dès maintenant se met sur pied l'organisation de la lutte et du soutien pour le mois de juillet. Si la Sonacotra veut faire durer le conflit, en refusant toute solution, nous sommes déterminés, nous aussi, à aller jusqu'au bout.

Correspondant Dijon, membre du collectif de soutien.

Le Sénat refuse d'examiner le projet Barre-Bonnet

MARDI, le Sénat examinait le projet de loi Barre-Bonnet. Se rangeant à l'avis de la commission des lois, les sénateurs ont refusé de discuter ce texte séparément de l'autre projet Barre-Boulin. Ce refus du Sénat repousse à l'automne la discussion sur les projets anti-immigrés. Il laisse donc un délai supplémentaire aux travailleurs et aux antiracistes pour amplifier la riposte contre ces projets scandaleux.



Dijon : l'expulsion d'un foyer par les CRS.

L'HUMANITE ROUGE - Jeudi 28 juin 1979.

(Photo HR)



(PhotosHR)

Garges : Un camp de résistance

En bordure de Garges-lès-Gonesse, comme en marge de la ville : le foyer Sonacotra. Une tour de douze étages presque exilée en pleins champs. Pour y venir, un chemin étroit à travers un terrain vague. C'est dans ce paysage de bout du monde que s'est installé depuis vendredi le front le plus avancé de la lutte des immigrés en France. CRS d'un côté, travailleurs en lutte de l'autre. Au milieu, une ligne de banderoles et de chaînes-plastiques sépare les deux camps.

Les forces de l'ordre ont établi tout autour de la cité interdite un cordon sanitaire. Au pied du bâtiment, sept ou huit cars de CRS sont alignés. Les issues du foyer ont, paraît-il, été murées à l'intérieur. Difficile à vérifier... Les CRS ont pris position sur les buttes toutes proches. D'autres sont, paraît-il, planqués derrière les rideaux du bâtiment évacué. Ils y prennent leurs aises : ils y mangent, il y dorment. Comme chez eux. Toutes les heures, les tuniques noires sont relevées sur leur front. Casqués, bottés, le fusil à l'épaule ou le bouclier au poing, ils parquent. Sur les bosquets printanniers se profilent leurs sinistres silhouettes.

En face : l'unité ouvrière. On tient le terrain. Personne n'est parti : les 250 ré-

sidents sont là, tous, pour ainsi dire. Un campement qui a des airs de camp de réfugiés. De temps en temps, le mégaphone lance une volée de mots d'ordre : « Sonacotra cédera ! Flics, hors des foyers ! A bas les expulsions ! Non aux mesures racistes ! » Calme impressionnant, détermination impressionnante.

On s'est installé pour tenir. Campement de fortune, cependant. La fatigue se fait sentir sur les visages. Quatre nuits d'occupation, de faux sommeil sur ce terrain sec et pierreux. Des camarades somnolent sous les tentes, d'autres sont allongés en plein soleil. Plus loin, on discute, on lit la presse. A midi, la cantine s'installe : la municipalité de Garges fournit chaque jour 240 repas. La file se forme. Les mains

se tendent. Tout le monde s'égaille dans l'herbe (ou du moins ce qu'il en reste...) . Solidarité du pain partagé : le moral est bon.

Autour de ce camp de résistance, le soutien se développe. Pas aussi vite peut-être qu'on pourrait le souhaiter. Des gens de la cité HLM des Doucettes passent, mi badauds, mi scandalisés par la présence des flics. Des familles ont apporté à manger et à boire. Les jeunes du quartier sont ici comme chez eux.

Le premier jour, ils ont « récupéré » de la nourriture pour la donner aux résidents jetés à la rue. Des sections syndicales de la région parisienne sont venues apporter leur soutien.

Garges doit tenir. Sur ce terrain vague se joue en effet une partie importante.

Cette résistance est en effet une plaie au flanc d'un gouvernement de rafles, de racisme, de mesures scandaleuses. Garges montre la voie dans la lutte contre la Sonacotra et les lois scélérates.

Reportage de Yannick DAGORN.



Les nuits chaudes de Garges

La nuit à Garges, sur le terrain vague occupé par les résidents, tient à la fois du camp de vacances, l'air des vacances en moins, et de la réunion politique. Une réunion souvent agitée de remous, de mots d'ordre scandés, traversée de divergences qui éclatent bruyamment. Tout ceci se passe à la lueur et dans la fumée des feux de bois allumés ici et là. C'est le moment de la journée où tout le monde se retrouve.

Après le travail et le repas du soir, les gens arrivent de tous horizons, de tel parti ou tel syndicat, en bande de copains venus simplement soutenir la lutte. Les habitants des cités voisines viennent aussi voir ce qui se passe. Il y a là quelques centaines de personnes heureuses de se retrouver sur ce terrain de rencontre.

Tout le monde discute, observe les flics. Puis voilà qu'arrive une délégation de la municipalité de Garges. Après une brève concertation sur place, elle se dirige vers le cordon de CRS. On serre la main du chef sous le regard narquois, il faut bien le dire, des résidents. Une dizaine de minutes plus tard, la délégation revient et annonce au micro que la police a refusé de la laisser pénétrer dans le foyer où elle veut récupérer des affaires que les résidents ont dû y laisser. Ensuite, elle commence la lecture d'une motion adoptée par le conseil municipal soutenant la lutte pour la réintégration des résidents dans leur foyer.

Si la motion reconnaît le comité de résidents de Garges, elle oublie de citer le Comité de coordination. Cet oubli déchaîne rapidement les mots d'ordre qui s'enfleront dans la nuit et empêcheront définitivement la fin de la lecture de la motion. Les membres du PCF présents déplorent l'incident et ce, d'autant plus qu'ils viennent pour la plupart d'entre eux soutenir la lutte pour la réintégration dans le foyer, sans arrière-pensée de récupération. Alors que les discussions vont bon train, un incident se produit dans une cité voisine entre quelques habitants gênés par le bruit occasionné par l'occupation du terrain vague et quelques jeunes. Finalement tout est résolu dans la compréhension réciproque par l'envoi d'une délégation de cette cité auprès des résidents pour qu'il y ait moins de bruit la nuit. Et l'accord fut respecté. La nuit se poursuit doucement autour des feux de bois. Petit à petit, chacun se couche. Mais la vie ne cessa vraiment jamais sur le terrain vague jusqu'au petit jour.



« Pour nous à JB-Martin, la solidarité, ça veut dire quelque chose »



(Photo HR)

J.B. Martin, c'est une moyenne entreprise de Saint-Chamond (Loire), située dans la vallée du Gier. Elle fabriquait des tissus en peluche et du velours. Quand nous les avons rencontrés, le 8 juin 1979, les travailleurs de J.B. Martin en étaient à leur six cent dix neuvième jour d'occupation. Dans la région, ils sont les véritables « lutteurs de fond » contre les licenciements, contre la fermeture de leur usine.

L'occupation se maintient par équipe, de huit heures par huit heures, et pour beaucoup ce sont des femmes qui occupent. Après la vente de velours organisée par la CGT le 5 mai, des propositions de reconversion commencent à se faire connaître : transformer l'atelier « peluche » pour fabriquer des roues en aluminium par exemple. Il reste à vérifier le sérieux de ces propositions.

DISONS qu'avec les copains de JB Martin, on a toujours eu des contacts puisqu'on est à côté. Et il a toujours été décidé que si un jour ils étaient expulsés de la boîte, la solidarité jouerait dans toutes les usines et bien sûr Creusot-Loire. Et puis, il avait l'accord de la municipalité et du clergé...

La population a été informée que si un jour ils entendaient des coups de sirène prolongés et les cloches, ce serait que les copains de JB Martin seraient évacués et on appelait la population à se rendre à ce moment-là à l'usine.

Le 22, après l'arrivée des nerfs, dans la nuit, alors là, ça sonnait... Aussitôt, les copains de JB Martin qui s'étaient répartis le travail ont téléphoné avec l'UL-CGT à toutes les boîtes pour mobiliser les gens.

Nous, les militants, on est partis aussitôt, quoi, deux minutes après, et nous nous sommes rendus chez JB Martin. Il y avait déjà pas mal de monde, facilement trois cents à quatre cents personnes sans qu'il y ait eu une mobilisation véritable. On a même vu de simples travailleurs qui sont sortis apparemment sans consignes syndicales...

L'UL avait décidé une manifestation à 10 heures devant l'usine. A Creusot-Loire, on a appelé à un

Les travailleurs de J.B. Martin, c'est aussi le symbole vivant de la solidarité de toute une classe, de toute une population : on s'en souvient quand, en décembre dernier, les vigiles avaient expulsé les occupants, la population de Saint-Chamond, les travailleurs de la vallée ont repris l'usine et l'ont rendue aux grévistes. « Six mois après, quand on y pense, on a encore la gorge qui se serre », nous ont-ils dit. « Oui, la solidarité ça veut dire quelque chose et maintenant nous essayons nous aussi d'apporter notre soutien aux autres travailleurs qui luttent... »

Un grand moment qui restera dans les mémoires pour les travailleurs de cette petite ville, que la reprise chez J.B. Martin. Un grand moment que nous raconte La Sablière, délégué CGT de Creusot-Loire Saint-Chamond qui a été « le gros bataillon » parmi les réoccupants.

Martin en forçant les grilles qui étaient fermées... Puis les gars ont commencé à forcer le bâtiment où étaient les vigiles qui se sont sauvés par les toits... Là, on a arrêté les travailleurs car ça commençait à devenir très dangereux d'engager une poursuite sur les toits...

Nous, la leçon qu'on en retire, c'est que les gens n'étaient pas montés là-haut comme ça se fait la plupart du temps pour dire « on est solidaires avec vous » et on repart, mais pour reprendre l'usine et la rendre à ceux de JB Martin. La solidarité a vrai-

ment joué. Sur Creusot-Loire, c'était le gros paquet, une manifestation vraiment terrible...

Ce n'est un secret pour personne qu'on était capable de bloquer les gens de Creusot-Loire et de les empêcher d'aller plus loin.

Mais je crois que si on leur avait dit : « Vous ne rentrerez pas », ils nous auraient suivis mais le lendemain on aurait eu des retours de baton. Là, ils sont prêts à recommencer. Ils n'ont pas été déçus.

... A un certain moment, il faut savoir prendre ses responsabilités et aller plus loin que la petite manifestation tranquille...



(Photo HR)

La cour de JB Martin : c'est là que les travailleurs ont débusqué les vigiles le 22 décembre 1978.

Jeunesse : l'aurore du chômage

Les jeunes de Fameck face au gouffre de la sidérurgie

Beullac a esquissé lundi 25 juin les grandes lignes de la rentrée scolaire, telle qu'il la concevait... Il y aura du boulot sur la planche. Il va falloir lutter énormément, massivement, s'unir pour que ces projets ne se réalisent pas. Mais les jeunes n'ont pas seulement à faire face au « redéploiement scolaire », le redéploiement, la restructuration dans l'industrie les touche tout autant. La plupart du temps, l'avenir des jeunes scolarisés dépend étroitement de la situation économique de leur région. La Lorraine en est le cas typique. Des jeunes de Fameck, de Reims, du Loiret, de Paris, rassemblés au forum sur la jeunesse au meeting de solidarité, organisé par le Parti, avec les sidérurgistes à Fameck en témoignent.

LATENT, omniprésent, le chômage s'immisce dans chaque famille. Il est devenu, à part entière, un membre de la famille. « Mon père a été mis à la retraite anticipée et c'est dur parce qu'on est une famille nombreuse ».

Dans une région comme la Lorraine, tout le monde se sent concerné par l'extinction des hauts fourneaux. Une maîtresse-auxiliaire de Paris soulignait : « J'ai l'impression que les lycéens d'ici sont mieux organisés, car ils sont confrontés brutalement au problème de la sidérurgie ».

Tous sont unanimes pour dire que les histoires d'implantation de l'industrie automobile « c'est de la fumisterie et d'ici que ça se fasse, on a le temps de visiter l'ANPE » !

OBLIGÉ DE FOUTRE LE CAMP ?

Tel un galet jeté dans une mare qui forme, développe et multiplie les ronds dans l'eau, le chômage a de nombreuses répercussions : « Si les sidérurgistes se cassent la gueule, nous tous on sera obligé de foutre le camp ».

Que vont devenir, par exemple, les jeunes immigrés si nombreux dans la région ?

« Fameck, c'est la cité typique, dortoir, avec des familles nombreuses, la plupart des jeunes immigrés sont sans boulot ». « La plupart d'entre eux font partie de la deuxième génération. Ils sont assis entre deux cultures. De plus, ils sont en butte au racisme, à la chasse des flics. S'ils retournent dans leur pays, ils se sentent complètement rejetés ».

Il faut savoir jusqu'où le chômage peut entraîner les jeunes. « C'est dur de décrire les humiliations que connaissent les jeunes de l'ANPE. Ils sont chômeurs, les flics les harcèlent, ils se marginalisent, ils commencent par un fric-frac, puis ils vont en tôle, c'est le phénomène de la délinquance. Un jeune qui a un casier judiciaire, c'est encore plus difficile pour lui de trouver du travail ».

IL FAUT UNE GRANDE UNITÉ

L'unité : introduction corps et conclusion, tout à la fois des discussions des jeunes sur le chômage. La machette qui crée le sentier. Mais cette unité ne marche pas bien droit sur ses deux jambes. On souligne le positif : « Le 16 février, quand on est allé avec les sidérurgistes, il gelaï énormément, ils nous ont offert le casse-croûte, ils nous ont dit qu'ils étaient étonnés de voir les jeunes avec eux ». « Mais la mobilisation des jeunes est liée à la mobilisation des sidérurgistes, les jeunes emboîtent le pas. Le 16 février il y a eu lutte unitaire, en assemblée générale* on a décidé de rejoindre les piquets de grève ».

Mais clairvoyants, on n'ignore pas pour autant les obstacles. « Bien sûr, les jeunes se sentent concernés par le chômage mais beaucoup croient encore à des solutions individuelles ».

« La réflexion de nombreuses filles c'est de dire : il faut d'abord que mon mec trouve du boulot, on se marie et on se casse », soulignait une jeune fille.

Nathalie VILLOTIERS

* En assemblée générale des lycéens de Fameck.

TELEPHONIE

Les 14 et 15 juillet, les travailleurs de l'AOIP - Guingamp vous invitent

JEUDI 21, onze heures, au local syndical que l'on sent devenu bien étroit par ces temps de lutte ; sur la table, *La Vie ouvrière*, des tracts, des bulletins de la direction, des rapports de sociétaires ; au mur, les photos de la lutte d'avril, certaines rajoutées depuis notre dernier passage. Un local plein de vie, quoi ! « Salut ! On est venu aux nouvelles et aussi pour faire un article dans le quotidien sur la fête du 14 et du 15 juillet ». De là, on discute avec les délégués. La situation est toujours très compliquée : de réunions avec la direction en réunions de comité d'entreprise, de conseil d'admini-

stration de la COOP, de rapports où l'on traite en une page du secteur téléphonie (3 200 personnes) alors que l'on accorde onze pages au secteur « mesures » bien moins important. Tout est fait pour noyer le poisson. Nouvelle alarmante aussi : « On ne sera peut-être pas payés en juillet », nous disent des délégués en souriant et aussi « Si l'AOIP est en difficulté, c'est la faute aux Bretons, ces gens-là ne veulent pas travailler sans être payés ! ». Ce n'est pas dit texto dans les rapports, mais on le comprend...

Enfin, il est fortement question que les usines de Guingamp et Morlaix soient

vendues à ... (Thomson ?). Une nouvelle unité serait mise sur pied. Cela irait évidemment dans le sens de la concentration. Mais que deviendront les travailleurs dans cette fusion ? Et le secrétaire du syndicat CGT de conclure : « On ne se

laissera pas faire, la lutte continue à l'AOIP ! ».

La preuve, une grande fête de popularisation est prévue les 14 et 15 juillet à Guingamp « organisée par les travailleurs de l'AOIP en lutte pour le maintien de l'emploi ».

GRANDE FETE ORGANISEE PAR LES TRAVAILLEURS DE L'AOIP EN LUTTE POUR L'EMPLOI

A Guingamp-Kergoz, parc des expositions.

Samedi 14 juillet.

14 h ouverture, concours de boules, stands, expos, présence des autres usines de la téléphonie, d'organisations syndicales et politiques (dont le PCML). Animation : Kig Ha Farz, Besson. A 21 h, Tri Yann. Suivi d'un grand Fest-Noz.

Dimanche 15 juillet.

11 h : ouverture
Après-midi : Gilles Servat, Mouloudji. Restauration sur place. Animation pour les enfants.

Entrée pour les deux jours : 15 F. Des carnets de soutien de dix billets à 12 F peuvent être payés à la commande.

Syndicat CGT AOIP, zone industrielle 22 200 GUINGAMP.

Culturel

Concours de nouvelles

BONJOUR ! Voici donc notre troisième rendez-vous en ce qui concerne notre dernier quotidien, jusqu'à début septembre où nous retrouverons pour faire le point.

D'ici là nous aurons reçu, sans aucun doute, de

nombreux textes, chacun s'efforçant de mettre à profit les congés pour s'essayer à l'écriture. Répétons le une nouvelle fois « non, il ne faut pas avoir forcément écrit ou avoir l'habitude d'écrire » pour participer au concours et nous nous adressons tout particulièrement à vous amis et cama-

rades ouvriers et autres travailleurs. Pas de complexe ! Participez au concours et dites ce que vous avez à dire, nous sommes persuadés que, pour avoir vécu à travers mille faits de votre entreprise, vous avez en tête plusieurs idées de nouvelles, voilà une bonne base de départ. A vos plumes !

Comme promis, nous allons aujourd'hui parler un peu du thème fixé par notre concours, l'unité de la classe ouvrière. L'année écoulée nous a apporté une belle moisson de luttes, avec, partout, on ne le sait que trop malheureusement, de nombreux obstacles et difficultés rencontrés par les travailleurs.

Des ouvriers des chantiers navals de St-Nazaire aux sidérurgistes de Denain et Longwy, des travailleurs de la téléphonie à Lannion, Guingamp, à ceux de la RVI ou de l'arsenal de Brest... Que de divisions provoquées par la bourgeoisie, par les mesures gouvernementales, par le poison du racisme et du chauvinisme, par l'idéologie révisionniste ; luttes courageuses, souvent massives, mais la plupart du temps morcelées de ci de là. Comme de rares éclaircies dans un ciel d'orage, des victoires arrachées par la force de l'unité, oui, les temps sont durs, durs sont les combats que mènent la classe ouvrière contre la classe exploiteuse, et la marche vers l'unité est une voie bien escarpée. Tout cela il faut le dire, l'écrire. Il faut réfléchir au plus près la situation actuelle des exploités dans toute sa profondeur et sa complexité, nous le croyons : la littérature peut aider à révéler la réalité, à la rendre compréhensible parce qu'on ne transforme correctement que ce que l'on connaît bien. Ces contradictions qui traversent la classe ouvrière sont nombreuses et elles apparaissent dans de multiples situations (et pas seulement au cours des luttes) mais ces contradictions demeurent toutes, à des degrés divers, secondaires par rapport à l'opposition antagonique entre les exploités et les exploités.

Là aussi, on peut appliquer le « révélateur » littéraire pour dire les choses telles qu'elles sont, pour mettre en scène la réalité du monde en mouvement qui nous entoure. Pour finir, soulignons-le, nous souhaitons parler de notre vie, de nos luttes et de nos espoirs d'aujourd'hui ce qui nous intéresse c'est la France d'aujourd'hui, en 1979, c'est la classe ouvrière telle qu'elle est, bien sûr, le parti tel qu'il est, le concours de nouvelles c'est un concours pour raconter la réalité. Bon travail à chacun !

A lire cet été

Le prochain numéro de Proletariat

L'été, avec sa vie politique au ralenti, est souvent pour les militants le temps de la détente, mais aussi, le temps de la lecture et de la réflexion, une période où l'on peut confronter notre année de pratique, de discussions, de réunions, de succès ou d'échecs avec la théorie, avec ces textes que l'on a pas eu le loisir de lire en cours d'année.

Le numéro 20 de *Proletariat* qui va sortir fin juin revient sur tous les problèmes rencontrés cette année et sur lesquels notre Parti s'est mobilisé : emploi, crise, sidérurgie, unité.

L'unité : Camille Granot en a fait la conclusion de son éditorial qui fait le point sur les résultats du 23e congrès du PCF et ses aspects contradictoires.

C'est Pierre Bauby qui éclaire notre lanterne sur l'ampleur et les causes du chômage ; chiffres et explications, analyse marxiste et mots d'ordre tactiques s'articulent en une démonstration claire à la portée de chacun et qui se transforme en arme dans la lutte pour l'emploi.

L'exode rural, ça ne se mesure pas à une statistique en baisse (nombre de paysans), c'est la face cachée du chômage, c'est cette hémorragie au goutte à goutte de nos campagnes, c'est une population qui vieillit. Lucien Nouveau examine le pourquoi et le comment de cette politique ; il met à nu les plans qui se déguisent en fatalité ou en « nécessaire modernisation ».

La sidérurgie, le plan Davignon : on connaît ou plutôt on croit connaître parce que le PCF en a fait son cheval de bataille des européennes. Rémi Dainville est remonté aux sources de l'économie et de l'histoire pour que ces fameux plans européens ne se réduisent pas à un simple refrain dans une manifestation. Cet article, attendu, démonte pièce par pièce, argument, fait après fait les échafaudages des économistes du PCF et leurs tristes conclusions chauvines. Proposons-le à tous ceux qui se sont battus et qui continuent à se battre dans la sidérurgie.

Avec les licenciements, la crise amène aussi une « recrudescence » de la délinquance. La grande presse crie à la menace pour la « sécurité des Français » mais nous, nous disons que c'est un produit du capitalisme. On façonne du sensationnel avec des crimes crapuleux... pour annoncer une augmentation des effectifs de police alors que le nombre des crimes est relativement stable et que les délits en augmentation sont en rapport direct avec le capitalisme : consommation et vol, révolte et dégradation de petits matériels publics.

Les réflexions de notre rédacteur sur la délinquance terminent cette partie de *Proletariat* annoncé sur la couverture : temps de crise, temps de l'unité.

Dans la rubrique internationale, Jean Schubert consacre douze pages au trentième anniversaire de la division de l'Allemagne : un peuple, une nation, deux Etats. En quelques mots, voilà le résumé de la situation de nos voisins d'outre Rhin. Par quels chemins est-on parvenu à ces deux Républiques, comment les Allemands vivent-ils cette situation et quel est le sens de la lutte pour la réunification de l'Allemagne ? Jean Schubert apporte à ce débat ses connaissances et ses observations.

Enfin, la période estivale amène son cortège de touristes au Maroc. S'il s'en trouve parmi vos amis ou connaissances, parlez-leur de Saïda Menebhi ou d'Abdellatif Laâbi, deux poètes marocains, l'une morte à la suite d'une grève de la faim, l'autre toujours dans les geôles d'Hassan II. Léon Cladel nous invite à partager cette « passion du futur » qui traverse leur poésie et nous convie à ce premier geste de solidarité : lire leurs poèmes.

Demandez *Proletariat* aux militants du parti ou par correspondance à PROLETARIAT

BP 320 13213 - Marseille CEDEX 1 CCP 213089 H

Le numéro 15 F. Abonnement un an : 52 F ; soutien : 80 F.

BLOC-NOTES

Souscription

Liste de souscription

Total précédent	218 838,30 F
JJP Loire-Atlantique	500 F
Cellule J. Labourbe du PCML Paris	750 F
Cellule A. Theiz Paris	100 F
Cellule Cheney Paris	480 F
Cellule M. Audin Paris	200 F
Cellule G. Politzer Paris	1 700 F
Cellule N. Béthune Paris	1 440 F
Cellule Y. Sohler Paris	50 F
Sur un marché du 2e arrondissement Paris	23 F
Pendant la diffusion nationale du 8 juin Paris	8 F
Des travailleurs guadeloupéens pour l'unité des travailleurs français et guadeloupéens Paris	100 F
Une employée de banque Paris	50 F
CP du PCML Orléans	700 F
Fari, une sympathisante de la Sarthe	15 F
JJC pour la survie du quotidien Sarthe	40 F
Pour sauver notre quotidien Saint-Brieuc	700 F
Cellule du PCML	2 700 F
Cellule Politzer du PCML Isère	1 100 F
Sup. à réabonnement quotidien SC Lille	520 F
Sup. à réabonnement quotidien VB Lyon	350 F
En soutien à l'Humanité rouge LC Nanterre	60 F
Sur vente calendriers 1979 Toulouse	310 F
Cellule du PCML Rosa Luxembourg Toulouse	100 F
Souscription cellule du PCML P. Sémard Paris	700 F
Cellule Peuple du PCML Toulouse	250 F
Un sympathisant Toulouse	50 F
Cellule du PCML Paul Vaillant-Couturier Toulouse	150 F
Au cours d'une réunion-débat Toulouse	200 F
Sur un marché Toulouse	10 F
Souscription avril-mai Toulouse	90 F
Des camarades pour soutenir le quotidien et pour que vive notre journal cellule Richard Seimandi du PCML, Aubagne	2 650 F
Cellule P. Sémard du PCML Bordeaux	1 000 F
Un jeune camarade qui part à l'armée Grenoble	200 F
Commande bimensuels reliés FG Nantes	100 F
SP du PCML Orléans	150 F
Sup. à réabonnement quotidien DP Nancy	150 F
Sup. à réabonnement bimensuel, LD Orne, un jeune apprenti	25 F
Sup. quotidien MELyon	120 F
JM Vélizy	460 F
Cellules du PCML Clermont Fd	1 370 F
Deux camarades Toulouse	500 F
Cellule du PCML Renault et Allennes Sarthe	1 000 F
PP et GP Châtelleraut	500 F
Sup. à réabonnement bimensuel DP Bordeaux	25 F
Anonyme Paris	1 010 F
Léo Franckel Paris	250 F
CV Lille	200 F
En timbres Paris	37,20 F
Vente photo meeting Bretagne	10 F
Souscription nationale du 24 juin Paris	7 540 F
Les cellules de commune de Paris	325 F
Cellule du PCML Ivry	325 F
Souscription à la fête de Paris centre Paris	535 F
Cellule du PCML de la région parisienne	500 F
Cellule du PCML de Aubigné	50 F
Cellule du PCML Beaulieu/Braye	1 480 F
Cellule du PCML Aveyron	15 000 F
Souscription fête de Bretagne Région parisienne	50 F
Un rédacteur de l'Humanité rouge Paris	132 F
Supplément à réabonnement quotidien plus bimensuel M.G. Caen	70 F
Supplément à réabonnement quotidien M.A. Bretagne	150 F
Cellule du PCML E. Pouytes Bretagne	360 F
Cellule du PCML Camarades Lannion	400 F
Une partie de souscription de la cellule Baena du PCML St-Brieuc	350 F
Cellule du PCML Louise Michel de l'hôpital de Brest	300 F
Un ouvrier agricole Bretagne	269 908,50 F

L'Humanité rouge bimensuelle est parue
Le dossier brûlant de l'énergie
passez vos commandes à l'administration

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants.

Retourner ce bulletin à l'Humanité rouge, boîte postale 201 - 75926 Paris Cédex 19.

Nom Prénom
Profession
Entreprise
Adresse complète

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International
Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
B.P. 201 - 75926 Paris Cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druifone
Commission paritaire N° 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2ème trimestre 1979



(Photo HR)

Ericsson : un groupe qui restructure et qui licencie. Ericsson : des travailleurs qui luttent et gagnent. Ici, Brest.

On pousse les gens vers la sortie !

Interview de 3 délégués CFDT d'Ericsson-Chantiers (Téléphonie)

Nous nous excusons auprès des camarades dont nous publions ici l'interview de n'avoir pu le faire plus tôt. L'abondance des matériaux fournis par nos correspondants et l'exigüité du journal en sont les principaux responsables...

Le trust Thomson vient de faire fusionner LMT et Ericsson-France qu'il contrôlait. Ericsson-France représentait neuf mille travailleurs. Mille trois cent cinquante travaillent sur les chantiers (il y en a une centaine). Parmi eux, cinq cents techniciens, cinq cents câbleurs, une centaine de soudeuses, cent cinquante intérimaires. Ces chantiers sont dispersés dans tout le pays. Sur la région parisienne, ils occupent trois cents travailleurs. Nous avons rencontré les délégués CFDT de ces chantiers.

— HR : Les patrons restructurent un peu partout. Comment cela se traduit-il à Ericsson ?

— Pour l'instant, au niveau des chantiers, il n'y a rien. Pour l'année 1979, la direction répète que l'emploi sera maintenu mais ne se prononce pas pour 1980 : on verra selon les commandes PTT. Cependant, actuellement, il y a beaucoup de démissionnaires qui ne sont pas remplacés...

On pousse les gars vers la sortie

— HR : Comment les démissions ont-elles lieu ? Sont-elles forcées, encouragées ?

— Il y a une grande campagne pour aller s'embaucher aux PTT, mais, disons que pour l'instant, ça n'a pas tellement de succès. Ce n'est pas forcé franchement mais, depuis quelques mois, les événements nous permettent de dire que, petit à petit, on pousse les gens vers la sortie. Cela se traduit quelquefois par des changements de chantier fréquents, notamment toutes les cinq semaines, pour sucrer la détente aux gars, car il y en a une toutes les cinq semaines.

Dernièrement, la direction des chantiers a fait une offensive par l'intermédiaire de ses médecins pour essayer de déterminer si des personnes ne sont pas inaptes au travail sur les chantiers. Vingt-deux cas ont été sélectionnés soigneusement par la direction. Alors, bien sûr, nous à la section, on est intervenu là-dessus car cela nous a paru louche. On a contacté le médecin, l'inspection du travail et, sur les vingt-deux cas, tout de suite il y en a quinze où c'était trop flagrant et qui ont été déterminés aptes de nouveau à travailler sur les chantiers. Il y a deux personnes qui sont encore en litige et cinq personnes qui ont été jugées inaptes définitivement. Elles ont été mutées à Colombes au siège social : quatre de bon gré et une qui a été forcée d'accepter.

Ce qu'il faut signaler aussi, c'est que lorsqu'il y a eu la loi sur les stages Barre, Ericsson en a embauché cent trente en stage d'un an. Au bout d'un an, elle en a vidé soixante-dix. Elle en a embauché soixante pour un contrat d'une durée d'un an pour l'année 1978. Ces contrats se terminaient entre mai et décembre. On leur a proposé d'aller à l'usine de Brest ; il n'y en a que trois qui ont accepté et qui ont été pris. Les autres ont été jetés.

Donc, quand on dit qu'il n'y a pas de licenciements cette année, en fait il y en a soixante.

Il y a aussi les intérimaires qui ne sont pas repris. En 1977, il y en avait deux cent cinquante. Notamment, au niveau des soudeuses où il y en avait cinquante et il en reste plus que trois.

— HR : Que peut signifier pour vous, au niveau d'Ericsson, la fusion LMT-Ericsson ?

— Pour l'instant, on ne voit pas très bien les conséquences que cela peut avoir. Certainement, il y en aura, au niveau des statuts, des avantages de chaque boîte, où il y aura une reprise en masse. On n'a pas les mêmes dans les deux boîtes.

Les soudeurs, les câbleurs et les testeurs menacés

Au niveau de l'emploi, alors là, c'est quand même le point d'interrogation. Est-ce que cela va accentuer les licenciements qui sont prévus en 1980 ? Parce qu'on a l'intime conviction

qu'en 1980, ça va tomber au niveau des chantiers.

Au point de vue des chantiers, je pense que ça va marquer le coup lorsqu'on sera au tout-électronique, lorsqu'on aura abandonné chacun notre système électromécanique. Il faut dire qu'il y a des catégories de personnel qui sont plus visées que d'autres. Notamment les soudeuses, car avec l'électronique, il n'y a plus de soudeuse ; les câbleurs sont les seconds visés et les testeurs ensuite. Mais au niveau du test, il y a des stages de reconversion vers l'électronique, donc les gens se sentent moins touchés, car ils ont l'impression que eux ils vont rester.

Au niveau du câblage, ils ont l'intention de faire des trucs tout prêts à marcher, juste à tester, donc élimination de tout câblage sur les chantiers.

— HR : Quelle est la mobilisation sur les chantiers ? Quel travail faites-vous ?

— Je pense qu'il y a une bonne mobilisation, par rapport au problème de l'emploi. Depuis deux ans, on a axé notre travail syndical sur les tournées de chantiers et depuis pratiquement un an, dans ces tournées, on met en avant le problème de l'emploi, la nécessité de se battre rapidement là-dessus, dans l'ensemble de la téléphonie.

Il en ressort que la majorité du personnel sent qu'il faudra, face à ce problème, développer des luttes plus conséquentes dans l'entreprise et puis aller vers une globalisation dans toute la téléphonie. C'est ce qu'on essaie de faire avec LMT pour l'instant. C'est un premier pas

Et puis, on continue aussi le débat sur les revendications à mettre en avant et les formes de lutte. Les revendications, ce

sont les 35 heures, la cinquième semaine... En même temps, lors des tournées de chantiers, on s'est aperçu que les gens dépassaient un peu ces revendications et en voyaient les limites, 35 heures, c'est une revendication immédiate, mais après ? Le téléphone, c'est pas une industrie qui va tourner cent-sept ans, donc il faut revoir un peu la politique au niveau industriel.

Il y a un vaste débat qu'est difficile à mener : à savoir si le rôle d'un syndicat c'est de faire les propositions industrielles, vis-à-vis des directions. Nous ce qu'on pense, c'est que dans les revendications, on a à imposer au patronat qu'il trouve des solutions industrielles qui permettent de maintenir l'emploi, qu'il se démerde ! On pense aussi que l'on ne peut pas dissocier ceci d'avec la réduction du temps de travail, sans que ce soit nous qui proposons des solutions.

— HR : Quelles actions y a-t-il eu jusqu'à maintenant ?

— Il y a eu des appels au niveau des fédérations d'une popularisation de la revendication des 35 heures. Alors avec la CGT, on a décidé de faire une semaine de grève donc. On a fait ça mi-avril. Disons que cela a été mal compris par les travailleurs de la boîte, parce qu'ils trouvaient qu'une heure par jour, c'était de la rigolade et qu'on devait passer à des actions plus violentes. Alors on a eu un certain mal à expliquer pourquoi on faisait cette semaine. La journée du 25 avril, ça a été mieux compris quand même. (Pour les résultats de cette journée, voir l'Humanité rouge du 26 avril).

— HR : Et beaucoup de travailleurs pensaient que cela devait être plus violent ?

— Oui ! D'après les tournées qu'on a faites sur les chantiers. Et au téléphone, c'était pareil, les gars disaient que c'était de la rigolade. Il y en a ras le bol surtout après le 23 mars, où c'était pareil, vite fait, et où ça avait mal marché.

Le principal c'est la popularisation

— HR : Et pour l'avenir ?

— Le principal, c'est la popularisation. Ça a déjà été commencé par LMT à Malakoff, et il faudrait qu'on continue à suivre. On va essayer de toucher la presse, la télévision régionale. On a l'intention de contacter les autres boîtes pour développer l'action, pour continuer ce qui a été fait avec LMT-Chantiers.

— HR : Comment les gars ont réagi quand Brest est entré en lutte ?

— Il y a eu un soutien financier, une grève de soutien ; on a participé à la vente des autocollants faits par ceux de Brest. Sinon, au niveau de la mobilisation, il ne nous est pas apparu que l'on aurait pu faire plus.

Par contre, aux chantiers de Nantes, ça a bougé car ils avaient des revendications bien précises, spécifiques aux Nantais : problème de contacts, abatement de zone. Ils ont gagné après cinq semaines de grève. Ils sont allés voir LMT-Orvault et ont bien popularisé (FR3, solidarité financière importante de tout Ericsson, etc.).

— HR : Giscard a déclaré que « ça serait un scandale » si la téléphonie était une nouvelle sidérurgie. Qu'en pensez-vous ?

— Nous ce qu'on peut dire, c'est que c'est un double scandale : d'abord parce qu'il va y avoir tous ces licenciements et puis parce que Giscard ose dire ça !